POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

LES GREVES : UNE STRATECIE ? OUI ! MAIS LAQUELLE ?

Enseignants: comment on étauffe une proposition.

GREVE A LA SORBONNE.

Cinéma : bien voter ou devenir gangster ?

- Dallas.
- LA LUTTE ANTI-NUCLEAIRE.

Nº56 DÉCEMBRE 1963

LES GRÉVES: UNE STRATÉGIE? OU!! MAIS LAQUELLE?

Les grèves sont renvoyées à janvier. Les mouvements du secteur public de ces derniers mois n'ont donné aucun résultat. En dépit des actions revendicatives du printemps (cheminots, mineurs, EDF, fonctionnaires), le niveau de vie a plutôt baissé, car les hausses des prix ont absorbé les maigres avantages arrachés avant l'été.

"Ça ne change pas" disent la plupart des travailleurs. Certains en tirent la conclusion qu'il faudrait un mouvement d'ensemble, d'autres qu'il est inutile de recommencer.

L'extension et le durcissement des mouvements revendicatifs ne sont pas encouragés par les directions syndicales, qui s'accusent mutuellement tantôt de timidité tantôt d'aventurisme. Ce refus à peine voilé, à quoi obéit-il ? Est-ce la peur d'un échec ?

L'un des arguments des dirigeants cégétistes contre les mouvements étendus et illimités c'est qu'on ne doit pas seulement considérer la situation dans une branche - ou même dans plusieurs - mais qu'il faut avoir une vue d'ensemble et une "stratégie" correspondant à la situation, au rapport de forces général.

Une vue d'ensemble est, bien entendu, nécessaire. Mais pour en tirer quelle ligne de conduite ? La stratégie actuelle de la CGT rejoint, naturellement, celle du P.C.: rassemblerle maximum de gens contre le Pouvoir gaulliste autour d'une plateforme pouvant contenter le maximum de gens - les grèves doivent s'intégrer dans ce "plan de campagne".

Le but affiché est d'instaurer "un régime vraiment démocratique", avec un "Parlement souverain", une "République renovée" qui, sans déposséder les capitalistes, sans reconnaître le pouvoir des travailleurs, c'est-à-dire sans changer l'organisation sociale, donnerait satisfaction à tout le monde : aux patrons parce que l'expansion économique se poursuivrait, aux travailleurs parce qu'on leur augmenterait les salaires, aux petits paysans parce qu'ils ne risqueraient plus la ruine, aux épiciers parce qu'on leur diminuerait les impôts, aux professeurs parce qu'on leur accorderait "des traitements décents" et des locaux, aux jeunes parce qu'ils auraient des terrains de sport...et ainsi de suite.

Tout cela est bien sûr contradictoire: on ne peut pas donner satisfaction aux travailleurs sans nuire aux intérêts des patrons, on ne peut pas garder les structures sociales capitalistes qui exigent la concentration économique et les exploitations rentables et conserver les petits paysans, on ne peut pas maintenir le marché capitaliste, la concurrence, et empêcher en même temps l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire des cadences de travail.

La stratégie de la CGT et du PC, qui vise en somme à promouvoir une nouvelle édition de Gouvernement de Front Populaire - de Mitterrand à Guy Mollet en passant par Thorez - si elle triomphait, ne modifierait pas la condition des travailleurs, ne supprimerait pas l'exploitation. Mais il y a plus : l'objectif de cette stratégie est réformiste et le réformisme n'est pas seulement cette théorie de la transition sans douleur vers le socialisme que prênaient les sociaux-démocrates d'autrefois; le réformisme propose aujourd'hui un ensemble de mesures qui ne peut que renforcer les traits les plus modernes du capitalisme.

En effet, l'évolution actuelle c'est non seulement la concentration des entreprises mais encore la fusion progresive du capital et de l'Etat, et le contrôle par le Pouvoir de tous les domaines de la vie économique et sociale. La nationalisation des industries-clés, par exemple, ne pourrait qu'accélérer cette évolution. Celle-ci se traduit déjà, au niveau des dirigeants, par une collaboration toujours plus étroite entre les grands bureaucrates, les organisateurs des secteurs étatisés, les dirigeants syndicaux et les patrons privés (voir nationalisations en Angleterre et en France après la Libération), collaboration qu'on retrouve également au sein de beaucoup d'entreprises.

Ainsi quand la CGT se refuse à étendre et à durcir les grèves ou prêche la prudence au nom d'une stratégie globale, on doit savoir que cette stratégie vise simplement à obtenir un aménagement du capitalisme. Ni la CGT ni le PC ne se font d'illusion sur la possibilité d'instaurer en France un régime du type krouchtchévien; leurs prétentions sont plus modestes, elles se limitent à la "République renovée".

Quant aux autres centrales syndicales, on ne peut même pas parler de stratégie. Si on laisse de côté les déclarations anti-capitalistes de Congrès ou les statuts moisissant dans quelque tiroir, il reste une pratique au jour le jour, une collaboration modeste mais réelle aux différents organismes "sociaux" de l'Etat, et surtout un désir immense de "s'adapter", c'est-à-dire de conquérir une place importante dans l'appareil dirigeant d'un capitalisme modernisé.

ວິວ

Il n'en est pas moins vrai que l'action des travailleurs exigerait en effet une stratégie au moins nationale. La résistance dans le seul cadre de l'entreprise est de toute évidence insuffisante. La lutte contre la maîtrise, contre les cadres organisateurs et contrôleurs du travail, la défense contre les normes, contre les brimades sont plus nécessaires que jamais. Mais dans une société où toutes les questions touchant la vie du travailleur - salaires, conditions de travail, horaires, prix, logement, vacances... - sont désormais soumises au contrôle et aux décisions du Gouvernement, il serait néfaste de se faire des illusions sur la portée réelle des mouvements limités à une entreprise sous prétexte qu'ils sont "plus démocratiques", qu'ils "permettent une meilleure participation de tous", etc.

La tâche des militants est de chercher des réponses globales à des problèmes qui se posent globalement parce qu'ils concernent la situation d'une classe - le prolétariat - dans la société et non simplement la situation du personnel dans une entreprise.

La réponse aux projets totalitaires du gaullisme ne se trouve pas dans une République présidée par Monsieur X qui nationaliserait peut-être les mines de fer mais ne changerait pas le sort du travailleur : au programme capitaliste c'est un programme socialiste et non "démocratique bourgeois" qu'il faut opposer.

De même, face à la stratégie réformiste et stérile des directions syndicales, on doit dégager et encourager des formes de lutte et des revendications qui répondent efficacement à l'exploitation moderne. Ces revendications devraient tendre d'abord à unifier toutes les catégories et non à maintenir la hiérarchie; elles devraient surtout exprimer la révolte contre l'aspect le plus accablant de l'oppression capitaliste: les conditions, le rythme et la durée du travail. Et les luttes revendicatives elles-mêmes devraient se situer dans une perspective, proche ou lointaine, mais réelle parce que voulue, d'émancipation totale des exploités.

C'est ce contenu et cette perspective que "Pouvoir Ouvrier" veut essayer de dé-

finir avec les travailleurs qui cherohent à sortir de l'impasse actuelle.

<u>enseignants:</u> <u>COMMENT ON ETOUFFE</u> UNE PROPOSITION

(Extraits du supplément départemental ** Manche - oct.nov.63, au journal syndiealiste révolutionnaire des enseignants "L'Ecole Emancipée")

Le grève du 6 novembre à Saint-Lô

Le 6 novembre, à Saint-Lô, réunion des centrales CFTC, FO, CGT, FEN, SNI lors de la grève de la fonction publique.

Après un discours du secrétaire départemental FEN, le petit mot de chaque délégué exposant les motifs de la grève: revendication d'augmentations au pourcentage; et les méthodes d'action pour montrer notre force : dispersion des militarts sans manifestation, dépôt d'une motion sur le bureau du Préfet par les seuls délégués syndicaux, volonté de discuter avec l'Etat-patron. Un texte est présenté, le secrétaire de la FEN fait passer aux voix : ceux qui sont pour, levez la main, contre...personne, abstentions...une seule.

La brebis galeuse veut expliquer son vote 3n disant que la sous-section cantonale du SNI Carentan avait adopté une autre motion.

Le secrétaire se lance dans une violente diatribe, affirmant que nous sommes ici pour des revendications communes à toutes les centrales et que personne ne doit faire de revendications particularistes; que, d'autre part, lui, ne veut pas déposer chez le Préfet une motion aussi imposante qu'un livre.

Comme l'abstentionniste veut reprendre la parole en affirmant que la motion du canton de Carentan n'a rien de particulariste ni de catégoriel, le secrétaire bondit et l'empêche de continuer, affirmant que cette question le regarde, lui, et personne d'autre.

Séance terminée à 11 heures.

Ce qui n'a pas été dit à Saint-Lô

Voici le contenu de la motion de la sous-section cantonale du SNI de Carentan (votée à la quasi unanimité):

"Constatant que le plan gouvernemental de stabilisation n'est qu'un leurre qui sert à bloquer les salaires sans arrêter pour autant la montée des prix; constatant que ces mêmes prix augmentent de la même façon pour tous; nous, sous-section cantonale de Carentan du SNI, nous prononçons contre le blocage des salaires et réclamons une même augmentation pour tous les fonctionnaires, quels qu'ils soient, de l'ordre de 100 F (1963) par mois, immédiatement."

La motion des délégués syndicaux revendique 3 % d'augmentation pour le travailleur de l'indice 100 et 3 % pour celui de l'indice 700. Cela évite "le particularisme" de telle manière que les uns devraient profiter sept fois plus de la grève que les autres. Quand il y a différence d'intérêts, peut-il y avoir unité profonde des travailleurs ?

La motion de Carentan, par contre, revendique la même augmentation pour tous les fonctionnaires ; comment peut-on dire qu'elle est "particulariste" ? c'est la plus unitaire puisque l'unité des militants serait faite sur une revendication uniforme.

Comment expliquer que cette motion ait été condamnée par l'assemblée sans avoir été lue? D'une part, parce que les chefs syndicaux décident seuls, d'autre part parce que nous, militants syndicaux, nous les laissons décider seuls et nous contentons du rôle de moutons obéissants.

Nous, militants syndicaux, sommes responsables de cette dictature des chefs

syndicaux.

C'est à nous de redonner aux délégués leur vrai rôle, celui de représentants des idées exprimées par nous mêmes. C'est à nous de prendre les décisions.

CONCLUSION :

- l) L'unité d'action ne sera profonde que dans une unité d'intérêts réalisée par des revendications uniformes.
- 2) Nous ne formerons l'unité sur ces bases que lorsque nous forcerons nos délégués à nous représenter.
- 3) Nos délégués ne représenteront notre volonté que lorsque nous pourrons les révoquer immédiatement.

- 4) Nous ne ferons pas céder le gouvernement par l'inaction de parlotes inutiles mais par des démonstrations de force dans la rue.
- 5) Nous devrons éviter la dispersion des forces des salariés dans des grèves particularistes, tournantes, limitées et absolument inefficaces.
- 6) Seule l'unité des salariés dans la grève générale illimitée permettra de réaliser nos revendications.

Vive la démocratie syndicale!

Un groupe de militants de la F.E.N. (écrivez-nous: Mme. ANGER HERARD, 3, rue Mal. Leclerc, Carentan, Manche)"

NOTE DE "POUVOIR OUVRIER" :

Nous sommes absolument d'accord avec l'essentiel de la position exprimée par ces camarades : les revendications d'augmentation uniforme sont susceptibles de recréer une unité aujourd'hui gravement compromise par les divisions catégorielles et hiérarchiques. Nous faisons cependant des réserves en ce qui concerne la conclusion, en particulier au sujet de la grève générale illimitée, qui ne peut en aucun cas être considérée comme une sorte de "panacée". Nous exposerons ces réserves dans notre prochain numéro.

La C.G.T....en 1902

En 1902, le Congrès de Montpellier scella l'unité entre la Confédération Générale du Travail (fondée en 1895) et la Fédération des Bourses du travail. Le point 3 de l'ordre du jour du Congrès comprenait deux parties :

"a) Quel est le meilleur moyen d'organiser les Syndicats, les Fédérations et les Bourses du travail pour renverser et remplacer la classe capitaliste ?

b) Comment assurer la production, l'échange et la consommation ?".

Pour préparer la discussion, le Bureau confédéral avait envoyé aux différents Syndicats le document suivant :

"QUESTIONNAIRE: Nous vous prions donc (sans vous étendre sur les moyens propres à donner la victoire au peuple) de nous faire connaître, en supposant le peuple maître de la situation, comment vous pratiqueriez pour réorganiser la production dans votre corporation et comment vous concevez que pourrait s'assurer la circulation et la répartition des produits?

- l° Comment agirait votre Syndicat pour se transformer de groupement de lutte en groupement de production ?
- 2º Comment opéreriez-vous pour prendre possession de l'outillage vous afférant ?
- 3° Comment concevez-vous le fonctionnement des ateliers et des usines réorganisés ?

- 4° Si votre Syndicat est un groupement de voirie, de transport de produits, de transport de voyageurs, de répartition de produits, etc., comment concevez-vous son fonctionnement ?
- 5° Quelles seraient, une fois la réorganisation accomplie, vos relations avec votre Fédération de métier ou d'industrie ?
- 6º Sur quelles bases s'opérerait la distribution des produits et comment les groupes productifs se procureraient-ils les matières premières ?
- 7° Quel rôle joueraient les Bourses du travail dans la société transformée et quelle serait leur besogne au point de vue de la statistique et de la répartition des produits ? ".



Aux portes de la Sorbonne et des locaux que la Faculté a achetés ou loués dans le quartier, les piquets de grève étudiants ont battu la semelle du 25 au 30 novembre.

Les étudiants ont suivi le mouvement de façon massive. Le jeudi, au lieu des 3.000 propédeutes qui s'entassent dans le grand amphithéâtre, un seul étudiant s'est présenté. Un professeur non-gréviste dont le cours devait être radiodiffusé fut contraint d'annoncer au micro qu'il y renonçait, faute de public. Les piquets de grève n'eurent qu'à renseigner quelques étudiants étrangers mal informés ou à faire la conduite dans les couloirs à des personnes extérieures à la Faculté. Aucune tentative sérieuse de briser la grève.

Chez les enseignants, la proportion de non-grévistes a été plus importante que chez les étudiants : 30 %. C'est que l'arrêt de travail leur coûtait 8 jours de sa-laire ; c'est surtout que la mentalité de beaucoup de professeurs est celle de hauts fonctionnaires et d'érudits désintéressés, qui entendent régler leurs affaires en se faisant recevoir par les Directeurs du Ministère plutôt qu'en barrant les portes de leur lieu de travail comme de vulgaires salariés. Les enseignants les plus jeunes, qui sont cependant les moins bien payés, mais dont le service est le plus lourd, et qui font nombre dans les Facultés maintenant que des postes nouveaux d'assistants et de maîtres-assistants ont été créés, ont été à peu près unanimes à participer au mouvement.

Les revendications qui motivaient la grève sont connues : des locaux, des instruments de travail, du personnel administratif, technique et enseignant en nombre suffisant ; et autre chose qu'une politique de rafistolage pour reconstruire une Université ébranlée par un séisme. Quel séisme ? La "vague démographique" d'abord, qui après avoir ravagé l'enseignement secondaire atteint maintenant le supérieur. Mais aussi chez les jeunes une mentalité, des exigences

nouvelles, qui procèdent de la société dans laquelle ils vivent.

Le clivage a été sensible entre enseignants et étudiants lors de cette "action commune". Et pas seulement quand, devant l'interdiction menaçante dont le Préfet de Police a frappé la manifestation prévue pour le 29 novembre, les syndicats enseignants ont annulé leur appel par voie de presse, laissant les étudiants exercer tout seuls leur esprit critique sur un quadrillage policier sans précédent au Quartier Latin. Non, le décalage est plus profond encore.

L'attitude que le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (F.E.N.), par une circulaire datée du 20 septembre 63, demandait à ses membres d'adopter était de "respecter les exigences traditionnelles et statutaires de l'Enseignement Supérieur"; les "seuls moyens de défense" étaient, d'après le même appel, "la grève (...) et d'autre part le strict respect des normes et des statuts, plus efficace peut-être que la grève..." (souligné dans le texte). Donc, attitude strictement conservatrice.

Les étudiants ont posé leur revendications (pas tellement différentes en apparence de celles des professeurs) dans un tout autre esprit. Un tract de l'UNEF appelant à boycotter la visite de Fouchet à la Sorbonne pose la question : Deux conceptions de l'Université s'affrontent (...). Que devons-nous choisir ? L'Université traditionnelle ? Privilège des fils de famille, dispensatrice d'une érudition anachronique et rivée à un système de sélection arbitraire et caduc. L'Université technocratique ? Celle-là même que le pouvoir gaulliste entend mettre en place en placant les étudiants sous la coupe des chefs d'entreprise, en spécialisant à outrance, véritable escroquerie à la préembauche, sous prétexte d'études "adaptées"". Et il répond : "Nous ne voulons être ni rats de bibliothèque, ni robots".

Ici ce ne sont pas seulement les conditions matérielles de l'enseignement qui sont critiquées, c'est le fait que l'étudiant <u>subisse</u> la culture, que ce soit dans sa forme traditionnelle (et "statutaire") ou dans sa forme moderne : "bachotage et passivité devant un enseignement dogmatique", "des examens de 4 heures qui sanctionnent le travail d'une année", des conditions qui "empêchent toute participation active au travail", voilà ce qu'attaquent les tracts.

Ce besoin d'intervenir, de participer, de s'intégrer à son milieu de travail ("Nous voulons imposer nos solutions
à nos problèmes, la Sorbonne est aux
étudiants", dit un tract) rencentre assurément un éche même chez les étudiants
les moins "organisés": les propédeutes,
par exemple, qui sortent de leur lycée,
sont atterrés par l'absence de tout travail en commun à la Faculté. Chacun obéit
à la trajectoire de son emploi du temps
individuel, et ne croise les autres, à
peu près jamais les mêmes, qu'incidemment,
comme un voyageur dans la Salle des Pas
Perdus à Saint-Lazare.

D'un autre côté les jeunes transfèrent à l'intérieur de la Sorbonne les habitudes qui règlent l'usage de la culture au dehors (ciné, radio, télé, presse) : qu'on nous parle de ce qui nous intéresse; si on n'en parle pas, qu'on nous accorde le droit de tourner le bouton, de chercher mieux. A l'époque où la loi de l'offre et de la demande gouverne la consommation des informations, des images, des connaissances, l'obligation d'assister à un cours, la détermination autoritaire des programmes, la leçon faite du haut de la chaire, la sanction d'un examen qui n'examine rien, tout cela est ressenti comme désuet, abstrait, arbitraire. La revendication du salaire étudiant s'inscrit dans cette attitude. Elle ne vise pas seulement à supprimer le handicap que subissent ceux qui sont obligés de travailler pour payer leurs études; elle vise aussi à mettre l'étudiant en position de consommateur autonome face aux offres de culture.

Nous ne pouvons pas ici discuter ces revendications ni leur esprit. Mais quelques conclusions s'imposent d'elles-mêmes :

1.- Une grève de même type que celle de novembre, qui serait simplement plus longue, aurait pour effet d'avertir l'opinion que l'Université est encore plus mécontente, et aussi que le Pouvoir ne s'intéresse toujours pas à la question. Est-ce assez ? Pendant tout le premier trimestre, il y a eu des grèves, décidées dans la salle par les étudiants présents, quand il s'agissait de Travaux Pratiques dépassant de beaucoup la norme admise (maximum de 40 étudiants par groupe de TP):

or ces grèves ont été efficaces, des chargés de cours ont été nommés d'urgence; et elles requièrent une participation active des grévistes. On pourrait envisager l'application de cette forme de lutte aux examens par exemple : grève des bras croisés, dans les locaux, lors des épreuves.

2.- La grève d'une semaine a été un succès : elle a été suivie à peu près unanimement; et un échec : il n'y a pas eu de participation massive des étudiants à son organisation, et moins encore des enseignants. Il n'y a pas eu non plus de contacts suivis, de discussion directe entre les uns et les autres, à l'occasion des piquets par exemple (sauf exception). Or l'avenir des luttes dans l'Université dépend directement de la capacité des enseignants de comprendre l'esprit des revendications étudiantes et d'en discuter ouvertement avec les étudiants. Cela suppose que les enseignants acceptent de remettre en question leurs relations non seulement avec les étudiants, mais avec la culture qu'ils professant : car à travers les mots d'ordre étudiants, c'est la conception magistrale de la pédagogie et du savoir qui est visée. Peut-être cette petite révolution n'est-elle pas impossible chez les assistants et les maîtres-assistants.

3.- Mais cela suppose que les étudiants se mettent au clair aussi sur leur propre attitude par rapport à la culture. Ils disent qu'ils ne veulent pas de la vieille culture, réservée à une "élite" intellectuelle et coupée de la réalité, pas non plus de la nouvelle, qui fera de la plupart d'entre eux des pièces bien ajustées, perdues dans la grande machine capitaliste-bureaucratique. Ils disent qu'ils veulent une "Université démocratique".

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les diplômés de l'Enseignement Supérieur doivent être plus nombreux ? Qu'ils doivent être recrutés à parité dans toutes les classes de la société ? Mais la fonction sociale de l'Université est, de toute manière, de sélectionner (de façon plus ou moins pertinente, sur un échantillon social plus ou moins étendu) les cadres supérieurs et moyens du pays. L'Université est l'outil avec lequel la bourgeoisie et la bureaucratie d'aujourd'hui forgent les patrons et les administrateurs de demain. Une "Université démocratique", cela n'a aucun sens tant que sa fonction sociale dernière reste la même. Les étudiants (et les enseignants donc!) doivent comprendre que s'ils prennent au sérieux ce slogan, c'est la destruction du système capitaliste-bureaucratique qu'ils réclament.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

ESPAGNE

Le Gouvernement gaulliste a accordé des crédits à l'Espagne. On constate le développement de la production industrielle dans ce pays. Les réserves officielles y sont d'environ un milliard de dollars. Certains parlent déjà du "miracle économique" dont le Plan de Développement 1964-1967 sera l'instrument.

Mais de juillet à octobre, les mineurs des Asturies ont mené, en dépit d'une représsion féroce, une grande grève pour des meilleurs salaires, pour le droit de s'organiser, pour le retour de leurs camarades déportés lors des grèves de 1962.

Après 24 années de "paix franquis-

te" où en est l'Espagne ?

Un journal franquiste de Barcelone, "El Noticiero Universal", avoue le 15 novembre dernier:

"16 % de familles espagnoles ont besoin d'une assistance(...) plus de cinq
millions de personnes ont faim en Espagne". "30 % de la population est suralimentée et souffre d'obésité et de troubles hépatiques". Sans parler de ceux qui
vivent dans des "cavernes et des baraques"
(131.000 familles), "trois millions d'espagnols vivent dans 622.000 logements sans
w.c., sans eau ni électricité". "12 %
des espagnols sont analphabètes".

"Il faut aider dans la mesure du possible nos frères qui souffrent" conclut le journal, qui propose de distribuer de la nourriture.

cinéma:

BIEN VOTER OU DEVENIR GANGSTER?

C'est une des deux solutions que nous proposent les films "Main basse sur la ville" (italien) et "Mélodie en sous-sol" (français).

Nous y voyons, en effet, les grands qui nous dirigent brasser les affaires et l'argent tandis que les autres, ceux qui travaillent pour eux, vivotent péniblement, humblement et tristement.

"L'argent ça travaille et ça se reproduit ou ça disparaît, on ne peut pas
s'arrêter" dit l'entrepreneur crapuleux
du film italien. Il spécule donc sur les
terrains de la ville avec la complicité
du Conseil Municipal, construit ses immeubles aux moindres frais, vite, toujours
plus vite; résultat: les vieilles maisons du quartier voisin s'écroulent, il
y a des morts, on enquête.

Les victimes s'agitent, la police se charge de les calmer, et finalement on expulse "les pauvres" de leur tanière en les accusant de tenir à leurs taudis et d'être contre le progrès.

La commission d'enquête se perd en discussions stériles et l'entrepreneur crapuleux sera élu adjoint au maire.

"Vous avez mal voté, vous utilisez mal vos droits civiques" dira le conseiller communiste aux "pauvres". Argument bien peu convainquant pour le spectateur qui a vu la solidarité, la force, les méthodes brutales de ceux qui détiennent l'argent et le font fructifier : il ne suffira pas d'un bulletin de vote pour les déboulonner.

Ces "pauvres" nous les voyons plus longuement durant la présentation et pendant le début du film "Mélodie en sous-sol". Sinistres ensembles de Sarcelles, train de banlieue, travailleurs qui viennent de rentrer de vacances et échangent leurs plats souvenirs; foyer ouvrier étouffant, mesquin, mère usée et amère, fatigue, ennui, heures surplémentaires.

fils qui reste trop longtemps à la charge de ses parents et ne se résigne pas à mener cette vie ; jeune garagiste résigné et sans espoir ; les travailleurs sont de pauvres types.

Le gangster, lui, ne veut pas rentrer dans le rang, il veut sa place au soleil. Il a déjà amassé une petite fortune qui lui a été conservée pendant ses 5 années de prison; il pourrait devenir commerçant, s'installer sur la Côte. Non, ça non plus il n'en veut pas. Il a raison, ça ne vaut pas mieux. S'il arrive à mettre la main sur une somme d'argent suffisante, il aura franchi le pas, il ne sera plus ni un pauvre type ni un gangster pourchassé, mais un homme respecté et protégé. Il organise donc son dernier coup. Il s'agit de s'emparer de l'argent du Casino de Nice.

Voilà le jeune ouvrier dans le ceup, avec son beau-frère garagiste. Ils vont mener tous deux la grande vie dans les hôtels de Nice pendant une semaine. Comme ils s'y habituent vite...Le jeune avec voracité; le beau-frère avec angoisse, car il a peur de ne plus pouvoir supporter la vie qu'il menait avant. C'est deux mondes différents, il n'aurait jamais cru que la différence soit si grande. Et comme le public comprend bien, suit avec passion le déroulement des opérations, jubile littéralement quand, le coup réussi, ils empilent les billets dans les sacs.

Mais ceux qui détiennent l'argent sont bien protégés, mieux même qu'ils ne le désirent, car le propriétaire du Casino est assuré pour le double de ce qu'il a perdu ; les questions et l'ardeur du commissaire de police l'énervent quelque peu. La police aura le dessus. Même dans le coup le mieux organisé, il y a toujours un détail qui cloche.

C'est la seule morale qu'en peu tirer de cette histoire, bien peu convainquante également. Que répondre à un jeune, et ils étaient nombreux dans la salle, qui vous dira : "Moi j'aime mieux risquer des années de taule plutôt que de mener cette vie de con"?" car la vie de con de ceux qui ne font pas de coups, elle est là sans cesse au fond du film, encore plus terne et mesquine à côté de

la vie dorée des palaces de Nice.

On peut lui répondre : "fais la révolution", mais ce film-là, qui montrerait que les travailleurs n'ont pas toujours ces visages atones et résignés, on ne le voit jamais sur les écrans.

Nous reproduisons ci-dessous une lettre d'un camarade américain au sujet des conséquences de l'assassinat de Kennedy. Nous ne partageons pas le point de vue de ce camarade selon lequel le capitalisme américain serait incapable de résoudre la question noire et évoluerait rapidement vers un régime de type fasciste. Nous reviendrons sur cette analyse dans un de nos prochains numéros.

"... Le véritable coupable dans l'af- de la Chambre, bloquent la législation faire est ce monde de haine, de violence, de préjugés étouffants, de gouvernement par la terreur et la torture sans aucun respect des lois, ce monde aux meeurs "féodales" qui s'appuie sur le capitalisme le plus moderne et l'impérialisme le plus vaste de l'univers, Rendez-vous compte: la ville de Dallas, à elle seule, a plus de meurtres en un an que toute la Grande Bretagne.

Et alors que tout le pays porte le deuil, que les orateurs appellent Kennedy un nouveau Lincoln, et qu'on demande au pays d'ériger un "monument vivant"à feu le Président par le vote et l'application rapides de la loi sur les Droits Civiques qui porte son nom, c'est ce même Sud qui, sans aucune honte, s'acharne dans sa réaction. Voilà que les polices du Sud, au lendemain même de l'assassinat, continuent la politique de répression en arrêtant, sans prétexte et sans l'intervention du F.B.I., des Noirs dont le seul crime a été d'avoir voulu voter; voilà qu'on jette des bombes et qu'on tire sur la maison d'un Noir sans que la police découvre la maindre "trace"; voilà qu'au Congrès les députés sudistes, qui contrôlent les tout-puissants "comités"

sur les Droits Civiques (le "monument vivant" de Kennedy) sans que le nouveau Président"puisse rien faire". Ils disent qu'ils veulent attendre que "l'hystérie soit passée". De quelle "hystérie" s'agit-il ? Non pas celle des lyncheurs, des marchands de haine, de ceux qui accusaient ce monde qui s'appelle le Sud des U.S.A. Kennedy de "trahison" et qui maintenant menacent les modérés par téléphone en leur disant : "Vous serez le prochain". Non. C'est de "l'hystérie" de ceux qui, devant l'assassinat de Kennedy, ne veulent pas que cette mort n'ait rien changé.

Malheureux pays. A la mort de Lincoln, dont la politique, tout comme celle de Kennedy, se fondait sur les besoins d'un capitalisme progressiste et non pas sur l'amour de la justice, à sa mort il y avait quand même un Congrès radical-républicain pour poursuivre "l'émancipation" dont nous célébrons le centenaire. Aujourd'hui il n'en est rien. La destruction de l'esclavage a permis au capitalisme américain de se rationnaliser et

Des lecteurs de GRENOBLE désirent se mettre en rapport avec des lecteurs et des sympathisants de "Pouvoir Ouvrier" de la région. - Ecrire à P.O. qui transmettra.

de s'unir sur la base du travail salarié. Mais la question Noire reste toujours à résoudre. Et la faillite de la tentative réformiste qu'avait incarné Kennedy pour résoudre ce problème est consacrée par sa mort et ses suites. Car le capitalisme américain, une fois de plus, s'est montré incapable de résoudre le problème qui agite son existence depuis son début. Le capital nordiste dépend de l'appui de la contre-révolution sudiste pour maintenir sa domination politique, et viceversa. Il optera pour le fascisme plutôt que de rompre avec son "alliée" du Sud, et ce même Sud n'acceptera jamais une solution de véritable égalité à la question Noire.

Ainsi, cette question reste la clef du développement américain. Tandis que les masses Noires mènent une bataille acharnée dans les rues du Sud et des grandes villes industrielles du Nord, tandis que l'importance du mouvement pour les Droits Civiques va en croissant, tandis que le désir de victoire. l'impatience, et l'idée d'une société d'égalité véritable chez les Noirs se durcissent, l'extrême-droite, elle aussi, connaît une renaissance. Il ne s'agit pas seulement des organisations du racisme traditionnel, comme le K.K.K., mais aussi de groupes pro-fascistes qui se trouvent partout dans le pays et sont fortement subventionnés par certains capitalistes.

Le moment d'un réformisme possible - s'il a jamais existé - est passé. Des deux côtés, d'ailleurs. On voit se former une alliance de l'extrême-droite et des soi-disant modérés dans l'atmosphère étouffante de l'Amérique post-Kennedy. Basée sur un ensemble de lois "anti-subversives" adoptées depuis la dernière guerre, et sur le reflux et la bureaucratisation du mouvement ouvrier depuis

Nos camarades anglais publient tous

"SOLIDARITY"
for workers power
ABONNEMENT 12 numéros par mandat
international de 7 F. adressé à:
KEN WELLER, 37, Queens Mansions
North Road - LONDON

la même époque, elle s'acharnera sur la vraie "gauche" en s'attaquant aux droits des travailleurs, aux Noirs, et aux droits d'expression et d'organisation de tous les mouvements politiques. Ce "danger fasciste" n'est pas une chimère. Le capitalisme américain ne peut pas se débarrasser de "sa" Révolution algérienne et de "son" O.A.S. pour la simple raison qu'elles sont enracinées dans le pays, dens la société capitaliste américaine elle-même.

C'est ainsi que les espoirs doivent se tourner vers le mouvement spontané qui se développe chez les Noirs. Déjà il joue un rôle d'avant-garde dans la lutte de classes américaine. Les Noirs sont fortement enracinés dans la production capitaliste américaine et ils apprennent que c'est là le point faible de cette société. Et l'expérience commune des travailleurs Noirs et Blancs des années '30 (les "sit-downs") a appris à tous qu'il faut lutter ensemble pour gagner. Si l'avant-garde Noire réussit à joindre les travailleurs blancs dans une lutte commune pour l'égalité seciale et raciale, au lieu du "danger fasciste" on aura une nouvelle société.

"PAUVRETE ABJECTE" ... AUX U.S.A.!

"Washington, 13 décembre.

20 millions de citoyens des Etats Unis vivent dans des conditions de "pauvreté abjecte" et ne disposent pas du minimum vital. Ce "paradoxe choquant" de la vie américaine a été mis en évidence aujourd'hui par le "Comité national des zones pauvres des U.S.A." qui s'est réuni pour étudier un rapport préparé depuis deux ans par ses sociologues.

Selon le rapport, il est aujourd'hui nécessaire, pour ne pas risquer de devenir "pauvre", de réunir les conditions suivantes : être Blanc, avoir entre 25 et 45 ans, ne pas avoir plus de deux enfants, habiter une ville du Nerd, avoir le plus d'instruction possible et ne pas tomber malade." (Information de l'Agence France-Presse).

LALUTTE

ANTI-NUCLÉAIRE

Les 23 et 24 novembre 1963 a eu lieu à Paris une conférence internationale contre la guerre, convoquée par le "Comité des 100" anglais et le "Sous-comité international" (1). A cette réunion ont participé plusieurs dockers anglais, 1 hollandais et 1 danois dans le but d'encourager les militants révolutionnaires à organiser une action suivie contre la guerre, dans les ports ; cette activité serait en liaison permanente avec celles commencées depuis plusieurs années en Angleterre, au Danemark, en Norvège et en Hollande : tout d'abord refus de décharger ou charger les armes destinées à l'Afrique du Sud et au Portugal, et, par la suite, boycottage général de toutes cargaisons d'armes, nucléaires ou autres.

L'appel que nous reproduisons ci-dessous s'adressait plus spécialement aux militants et dockers français. Un comité français a été constitué.

"Chers camarades dockers.

Ceci est un appel pour la paix. Un appel fait par un ouvrier docker, dont la plus grande partie de l'existence se passe dans la sueur, la saleté, l'épuisement et quelquefois le sang, dans une lutte continuelle pour la stabilité économique, une lutte qui absorbe toutes les forces et qui ne laisse pas de place pour une seule pensée individuelle. Telles sont mes conditions d'existence, conditions que, j'en suis sûr, vous connaissez bien.

Ma situation dans la société a été si soigneusement réglée par ceux qui sont responsables de ces choses-là qu'entre moi et la misère il n'y a qu'un valaire de huit jours : un drame domestique est toujours possible - maladie, accident, chômage - les ennemis sont réels et toujours présents, toujours là pour réduire notre courage et détruire toute trace de caractère et de personalité que nous pourrions développer malgré tous les obstacles.

Est-ce donc étonnant si la majorité d'entre nous se sent de moins en moins concernée par les problèmes internationaux ? Nous regardons les événements avec des yeux mi-clos et nous laissons notre sort entre les mains de ceux qui nous ont délibérement trompés depuis toujours et nous ont appris à hair les autres travailleurs alors qu'ils sont semblables à nous.

Nous travailleurs anglais des ports, on nous a appris à hair successivement les Allemands, les Italiens, les Japonais, les Russes et les Chinois, et nous l'avons fait avec ferveur. On nous a commandé d'aller leur tirer dessus et de les réduire en miettes, et nous avons accepté cela comme si c'était un simple travail de tous les jours.

Voilà comment des esprits amoindris réagissent à une propagande abusive. J'aurais volontiers fusillé un docker italien tout en n'en ayant jamais rencontré (1) Voir "P.O." précédents, ainsi que notre brochure "La lutte anti-nucléaire".

un de ma vie, j'aurais pu très facilement trouver des excuses aux massacres des femmes et des enfants des ouvriers allemands de Dresde ou Hambourg, bien que je tourne de l'oeil à la seule vue d'un animal blessé. J'aurais pu applaudir à la décision d'atomiser Hiroshima, encore que tout ce que je connaisse des Japonais ait été une représentation de "Madame Butterfly". Et ainsi de suite. Demain, ça pourrait être le tour des Français; après-demain, celui du voisin; la semaine prochaine, celui de ma femme et de mes enfants. Avec les moyens de destruction que l'homme a maintenant inventés, on peut hair tout le monde à la fois et c'est en effet ce que nous faisons quand nous tolérons l'existence des armes atomiques.

Les autorités sont de plus en plus incapables d'assurer l'existence de l'humanité. Nous devons donc entreprendre de leur enlever tout contrôle. Nous devons rejetter les attitudes de haîne. Les travailleurs des ports peuvent être muets, mais ils peuvent aussi être puissants. Ils sont une partie essentielle de l'économie de chaque pays et ils sont bien placés pour arrêter les désirs d'agressivité de quinconque. C'est seulement quand nous tiendrons ferme comme une seule race, avec une chose essentielle en commun : la nécessité de travailler dur pour gagner notre vie, quelle que soit la couleur de notre peau ou la langue que nous parlons, que nous pourrons détruire le plus grand fléau de l'homme.

Commençons donc par nous connaître en nous rencontrant, en parlant et en riant ensemble, et nous découvrirons que nous nous ressemblons en tous points, que nous avons les mêmes problèmes.

Alors nous rejetterons l'escroquerie dans laquelle nous avens été entraînés pendant des siècles et pourrons réellement penser les uns aux autres, dans cette camaraderie que nous aurons créée.

Fraternellement à vous.

JIMMY JEWERS

8 octobre 1963. "

EXTRAIT D'UN TRACT DIFFUSE PAR DES MEMBRES DU "COMITE DES CENT" :

"En Angleterre, la campagne contre les armes nucléaires commence à se développer dans la classe ouvrière. De cette façon va se constituer de plus en plus une attaque contre l'Etat capitaliste. Ceci est un signe à la fois du développement des activités de cette campagne et de l'approfondissement de sa prise de conscience. C'est une arientation authentique vers la masse des travailleurs de base et non pas vers les bureaucraties du parti travailliste et des syndicats.

C'est déjà un résultat de cette orientation que l'on constate dans les débuts de l'action ouvrière contre la bombe. Des travailleurs directement in-

téréssés ont refusé de décharger les bateaux chargés de matériel atomique. D'autres ont fait des grèves.

De plus en plus ceux qui participent à la campagne se rendent compte des implications plus profondes de l'action de la classe ouvrière contre la Bombe. La classe capitaliste qui domine la production, contrôle la seciété. Elle en détermine la politique et, malgré sa façade démocratique, elle l'impose à travers son appareil d'Etat. Aussi longtemps que les citoyens ordinaires ne sont pas libres dans la production, ils ne peuvent avoir d'influence réelle sur les décisions de guerre ou paix, de vie ou de mort. Seule une société basée sur des relations inhumaines dans la production peut produire ces armes monstrueuses."